



## Censure politique déjouée aux Fêtes Gantoises

Dirk Goemaere et Lut Defieuw

Sous la pression du Vlaams Blok, l'administration communale socialiste-libérale a tenté de réduire le PTB au silence, à la veille des élections communales. Un règlement de police adopté à cet effet interdisait 'toute politique' pendant les traditionnelles Fêtes Gantoises. En s'appuyant sur le peuple, le PTB a brisé pendant une semaine cette interdiction de faire de la propagande communiste. La presse était unanime : le PTB mène la danse !

# PTB-Gand : une semaine de théâtre politique dans la rue

'Pas de politique' = politique des fascistes

Le 13 juin, lendemain des élections européennes, les autorités communales communiquaient à la Ligue Anti-impérialiste (LAI) qu'elle ne pourrait disposer d'un stand aux traditionnelles Fêtes gantoises (pour la première fois en dix ans !). On apprenait qu'un nouveau règlement de police avait été voté le 26 avril, suite à maintes

interventions du conseiller communal du Vlaams Blok Guy Schouls.

Schouls avait exigé des mesures contre des "stands politiques non autorisés lors des fêtes". Le collège SP-VLD (socialistes-libéraux) approuva, soi-disant pour que "les prochaines élections se passent dans une ambiance plus sereine".

Ainsi se développa au sein de tous les partis représentés au conseil communal de Gand un consensus : "pas de politique aux Fêtes". Une commission technique devait arrêter quelles organisations pouvaient obtenir un stand et lesquelles pas. Aux côtés du bourgmestre socialiste, le commissaire principal avait le dernier mot. Une enquête interne révéla que 40 % des policiers gantois ont de la sympathie pour le Vlaams Blok... Seuls les stands de la LAI (Ligue Anti-impérialiste), Jeunes Contre le Racisme et Blockbusters ont été interdits. "Pas de politique" signifiait donc "pas de politique contre le racisme, le fascisme et l'impérialisme". On veut réduire au silence ceux qui osent s'opposer à "notre peuple d'abord". La police a reçu le champ libre pour chasser de la rue et arrêter des jours durant les communistes du PTB.



Sans le PTB, Rebelle et la LAI, ce règlement de police serait à présent un fait accompli. Les communistes ont ainsi défendu les droits démocratiques de tous les progressistes. Celui qui est conséquent contre le racisme et le fascisme a sa place au PTB !

## D'abord les communistes, puis les démocrates...

'Avec Vous' (Hand In Hand) tenait chaque jour un stand aux Fêtes Gantoises. Ils avaient fabriqué une sorte de château d'épouvante et y avaient appliqué le slogan 'Nie wieder Fascismus'. La police les exhorta à enlever tout slogan contre le racisme!

Démocratie 94 avait apporté à Gand une exposition de la Fondation Anne Frank illustrant les désastres provoqués par le nationalisme. En première instance, le directeur de l'école avait interdit l'exposition parce qu'elle «dénonce un parti qui a été élu démocratiquement» (sic!). Dès l'ouverture de l'exposition, le bourgmestre de Gand, Temmerman, et le gouverneur de la province, Balthazar, tous les

deux du SP, étaient venus contrôler si l'exposition n'avait pas un caractère 'politique'. Le gouverneur n'a pas osé accorder son plein appui à l'initiative, de crainte que le Vlaams Blok ne lui reproche une attitude 'partiale'...

La crainte des réactions du Vlaams Blok conduit à reculer toujours davantage devant les fascistes. Les années trente ont montré que cette attitude ne peut que les renforcer. Interdire de critiquer les fascistes et les racistes, parce qu'«ils ont été élus démocratiquement» et, en même temps, interdire de faire de la propagande communiste, voilà la politique que mènent aujourd'hui les partis traditionnels !

## Mettre hors la loi les communistes et les antifascistes : le noeud de la politique des fascistes

Le règlement de police de la coalition SP-VLD répond à cette politique fasciste. Plusieurs ressemblances avec les années 30 sautent aux yeux : à cette époque aussi, les partis traditionnels faisant de plus en plus de concessions aux fascistes, rendaient ces derniers de plus en plus téméraires.

Des fêtes populaires comme les Fêtes gantoises, avec ses dizaines de milliers de visiteurs, constituent pour un parti comme le PTB un moyen essentiel pour atteindre le peuple. Nous ne recevons pas un franc de l'Etat et l'accès aux médias nous est systématiquement barré. Visiblement, le SP et le VLD craignent que nous saisissons l'occasion pour faire connaître notre programme contre le capitalisme et pour le communisme. Ce règlement de police revient purement et simplement à une censure politique. Aujourd'hui contre les communistes, demain contre tous les progressistes et démocrates.



"Heureusement, il y a encore des communistes, et pour une fois tout le monde semblait d'accord là-dessus, car ils apportaient enfin un peu de suspense", écrivait le quotidien flamand Het Volk. 'Le PTB fait le spectacle' (PVDA steelt de show), estimait De Morgen. "Des calicots contre le capitalisme", titrait De Gentenaar. La prouesse de Rebelle du samedi 16 juillet inaugurerait une semaine d'action contre l'interdiction de la propagande communiste et antiraciste.



Des spectateurs veulent participer au théâtre de rue et offrent spontanément un verre d'eau aux communistes enfermés dans une cage. En échange, ils reçoivent immédiatement un abonnement à l'essai !

# Arracher le droit à la propagande

Comment fallait-il s'opposer au règlement de police ?

**En guise de protestation, l'organisation qui regroupe les organisations tiers-mondistes, dont également la LAI, avait autorisé celle-ci à placer un stand et à dénoncer le règlement de police via un tract et une déclaration. Mais comment impliquer les gens activement dans cette lutte ?**

Nous avons établi un plan en vue d'arracher notre droit de faire de la propagande en tant que communistes. Une deuxième question était de savoir si nous allions surtout militer sur le sujet de la répression et du règlement de police, ou si nous allions simplement faire la propagande prévue : vendre des paquets de solidarité pour le Rwanda et pour Cuba, vendre le journal *Solidaire*, récolter des parrains pour les élections communales et des collaborateurs pour la campagne électorale. Nous avons opté pour cette deuxième solution. Si la police intervenait, il serait clair que le règlement policier visait avant tout à nous empêcher de diffuser notre programme « faites payer la crise aux riches », de dénoncer le capitalisme et de défendre l'alternative du socialisme. Nous escomptions que le public serait prêt à parrainer un parti qui lutte avec tant de détermination pour les droits démocratiques et contre l'influen-



Un militant fut si brutalement jeté dans la camionnette de police qu'il en garda une blessure ouverte à la clavicule. Son dos est plein d'écorchures. Démocratie, avez-vous dit ? Droits de l'homme ?

ce croissante de l'extrême droite. Nous avons également convenu que nous nous adresserions aux autres stands et organisations pour demander leur soutien en cas d'intervention policière.

**Chaque fois que la police intervenait, nos militants s'adressaient au public avec d'autant plus de conviction**

Le dimanche 17 juillet et le mercredi 20 juillet, un militant a été appréhendé brutalement par la police. Chaque fois, nous avons réagi de la même manière, en criant : « La police interdit aux communistes le droit de faire de la propagande, sur base d'un règle-

ment adopté à la demande du Vlaams Blok... Exactement comme dans les années trente, on arrête aujourd'hui des communistes.

Mais n'oubliez pas : d'abord on s'en prend aux communistes, et ensuite ce seront les socialistes, les chrétiens... Nie wieder Faschismus ». Les gens ont réagi très positivement.

Divers stands nous ont également témoigné leur soutien, comme ceux de 'Moeder aarde' (Notre mère, la terre) et de 'L'action Balkan'.

Un collaborateur de ce dernier stand protestait avec vigueur contre l'intervention de la police et a été emmené, lui aussi, par des agents de la BSR.

## Confiance dans les masses

Quelqu'un qui ne collabore que depuis quelques mois avec la LAI affirma :

« Quelle réaction formidable de la part des gens ! Je n'ai jamais vu ça... Ce qui s'est passé ici a fait comprendre aux gens, mieux que cent tracts, que nous devons et pouvons arrêter le Vlaams Blok, que les partis traditionnels, comme les socialistes et les libéraux, capitulent devant le Vlaams Blok... Que les commu-

nistes sont les antifascistes les plus conséquents... Une telle attitude donne une grande autorité au parti... On voit aussi que les flics ont surtout peur que nous nous manifestations d'une telle façon dans la population. C'est la première fois que je suis directement confronté avec la police, et cela ne me fait pas peur ici au milieu de la population, même s'ils m'entraînaient de force et m'arrêtaient ».

## Chiffres gantois

- 25 propagandistes arrêtés.
- 82 paquets de *Solidaire* vendus à 100 francs : 68 sur le Rwanda et Cuba, 14 sur les élections. Avec 400 francs de soutien, un T-shirt Cuba, 2 cahiers Cuba, une brochure de Solidarité internationale sur Cuba, cela donne un total de 9.340 francs.
- 1.000 tracts distribués sur le Rwanda et 2.000 sur le règlement policier.
- 26 personnes ont pris un abonnement à l'essai.
- 229 personnes ont signé la liste de parrainage.
- 115 personnes ont signé la pétition de la LAI en faveur de Cuba.
- 105 personnes ont signé notre pétition contre la répression pendant notre sketch de la cage aux prisonniers.
- 1 personne a accepté de se

- présenter comme candidat sur la liste des élections communales.
- 1 personne est devenue membre de l'Amicale.
- 3 jeunes désirent contacter Rebelle, 4 personnes souhaitent s'informer davantage sur le Rwanda, 2 désirent rencontrer des jeunes cubains, 1 personne veut collaborer avec la LAI.
- La police a confisqué du matériel pour un montant de 8.460 francs : des dossiers sur le Rwanda, sur la campagne électorale, des T-shirts, des cahiers Cuba, des dépliants et des tracts.
- Le calicot déployé du haut du beffroi a également été confisqué.

Nous exigeons que tout ce matériel nous soit restitué. Mais nous appelons également à nous soutenir financièrement pour compenser cette perte.

## Suspendre 'démocratiquement' les libertés démocratiques ?

« Le conseil communal a décidé à la majorité qu'il est interdit de faire de la politique aux Fêtes Gantoises. Il s'agit donc d'une décision démocratique à laquelle il faut se soumettre », argumentaient initialement des journalistes. En persistant à nous manifester dans la rue, nous avons réussi à

démontrer toujours plus clairement le caractère anticonstitutionnel de ce règlement policier. L'article 14 de la Constitution stipule : « L'impression est libre. La censure ne peut jamais être instaurée ». Aucun conseil communal ne peut suspendre 'à la majorité' les droits constitutionnels !

## Comment on fait reculer les politiciens

Le dimanche, un jour après l'arrestation brutale de 14 militants du PTB, un débat s'est tenu à Gand sur les élections communales et la montée de l'extrême droite. Le PTB avait distribué un tract à tous les participants. Malheureusement, nous n'étions pas autorisés à figurer parmi les orateurs. Le modérateur du débat, Eric Goemans, a demandé l'opinion des orateurs à propos de l'interdiction du stand de la LAI. Or, comme dans les années trente, c'est la social-démocratie, en l'occurrence le porte-parole du SP Frank Beke, qui a attaqué les communistes avec le plus de virulence. Il justifiait notamment l'interdiction en argumentant que la LAI est 'une couverture' pour le PTB, sur quoi Goemans lui a demandé si l'extrême gauche était à présent le nouvel ennemi et s'il ne valait pas mieux serrer les rangs contre la montée de l'extrême droite.

Après nombre de réactions dans le même sens, le candidat bourgmestre libéral Sas Van Rouveroy (VLD) a remarqué que « la décision du collège échevinal d'interdire la LAI était peut-être excessive » et que « l'année prochaine cela ne devait certainement pas se reproduire ». Nos protestations dans la rue avaient manifestement renversé la situation, davantage que nos lettres de protestation du mois de juin ! La lutte paie ! Mais c'est tout le règlement de police qui doit être retiré, sinon le risque d'interdiction continuera à menacer les antiracistes et les antifascistes comme une épée de Damoclès. Dans le bilan qu'il a dressé dans le journal *De Gentenaar* des Fêtes Gantoises, le bourgmestre Temmerman déclara : « En fait ce n'est que le PTB qui a posé des problèmes » et que « le règlement doit être appliqué par tout le monde »...